

*Le Monde* (29/08/06)

Récit

Le fantôme de Baltard

Le 27 février 1969, deux mois avant le retrait du général de Gaulle de la vie politique, le "ventre de Paris" immortalisé par Zola entreprend de migrer - fruits, légumes, fleurs et poissons - vers Rungis, où des installations modernes sont appelées à devenir les halles de la capitale. Dans les jours qui suivent, une horde de rats prit la direction du sud, nous a raconté une vénérable habitante de la rue d'Assas. Elle les vit cavalier par milliers rue de Rennes, assurant qu'on les avait aperçus en plus grand nombre du côté de Saint-Jacques.

La décision de transférer les Halles de Paris est prise dès 1959, alors que de Gaulle vient d'arriver au pouvoir. A partir de 1969, Georges Pompidou, tout juste élu président, passe à la vitesse supérieure. Il va marquer Paris pour le meilleur parfois (le centre culturel qui porte son nom sur le plateau Beaubourg), pour le pire souvent, par son volontarisme urbain et architectural. Une succession de décisions dont la cohérence est synthétisée dans deux numéros de Paris Match parus avant l'été 1970 sous le titre "Paris dans 20 ans", deux incunables qui reprennent, sous une forme à peine moins mégalomane, les prophéties du plan Voisin de Le Corbusier, énoncées en 1925.

Peu de projets furent réalisés. Ce qu'on doit à l'interminable succession de scandales patrimoniaux, architecturaux, urbains (série inachevée) qui marquèrent l'aventure des Halles et qui, avec la "radiale Vercingétorix" (une des huit autoroutes prévues dans la capitale, bloquée en 1972), allaient cristalliser l'ire des amoureux de Paris.

Sur le carreau des Halles, les rats partis, les intellectuels, cols roulés et cols Mao confondus, affluent dans les pavillons livrés un temps à la culture agitée de l'après-68. Peu mesurent l'intérêt de l'oeuvre de Victor Baltard (1805-1874), mais beaucoup sont attachés à l'image urbaine de ces dix pavillons édifiés sous l'égide du préfet Haussmann entre 1852 et 1870, chiffre porté à douze, selon les plans de l'architecte, en 1936. Les responsables cravatés de la ville, ceux de l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR), posent presque quotidiennement devant les pavillons à l'agonie pour les caméras de la télévision - les archives de l'INA en témoignent -, expliquant benoîtement l'inintérêt de l'oeuvre de Baltard.

La menace de destruction engendre la création des premières associations (une forme de lutte alors jeune) et l'engagement d'une presse virulente : le quotidien Combat est aux avant-postes, tandis qu'on assiste à la naissance d'une nouvelle conscience patrimoniale qu'incarnent, pour Le Monde André Chastel et Pierre Trey, ou André Fermigier pour Le Nouvel Observateur puis pour Le Monde.

Pour Baltard, la mobilisation est vaine. Six pavillons s'envolent dès 1971 pour permettre la construction de la gare RER, qui légitime techniquement l'opération, et du Forum, qui est censé la financer. Deux pavillons sont déplacés dont un à Nogent-sur-Marne. "J'étais proche du metteur en scène Jean-Marie Serreau qui habitait près des Halles, se souvient l'architecte Jean Nouvel, qui sera bientôt acteur de cette tragédie. Nous allions voir les démolisseurs à l'oeuvre : ils accrochaient des câbles aux quatre piliers d'angle et tiraient dessus avec des bulldozers jusqu'à ce que la structure écartelée s'effondre. Cette opération aura privé le coeur de Paris d'un lieu exceptionnel qui aurait dû être le "centre culturel" de la capitale où toutes les activités étaient possibles."

C'est d'ailleurs dans l'un de ces pavillons qu'est présenté le mémorable Orlando Furioso de Luca Ronconi et qui trouve sous le "chapiteau" de Baltard un moyen efficace de sortir du cadre traditionnel de l'architecture scénique : les spectateurs doivent se déplacer entourés d'une foule d'acteurs.

En 1973, la démolition des derniers pavillons est entreprise, dégagant un espace propice à d'autres gesticulations. C'est dans le fameux "trou des Halles" et avec un même souci d'unité de lieu que Marco Ferreri entreprend, durant l'été, de tourner les scènes épiques de *Touche pas à la femme blanche !*, film qui narre la défaite à Little Big Horn du général Custer (Mastroianni) face aux Indiens (Piccoli, Cuny et Reggiani). Cette farce oppose le temps à l'histoire, le réel du décor à la fiction du récit, métaphore du désastre urbain qui s'annonce. "Les gens avaient une grande angoisse face à l'avenir, explique Nouvel. On ne voyait pas comment on allait cicatriser tout ça. Mais l'économie a horreur du vide et, après nous être vainement battus pour les pavillons, il a fallu lutter contre les projets qui prirent la succession de ceux de 1970" - ceux que Paris Match avait révélés et qui, comme l'idée du World Trade Center chère à Pompidou, apparaissent désormais incongrus.

Une froide nuit de janvier 1974, un groupe d'étudiants en architecture des Beaux-Arts descend dans la fosse sacrée, met le feu à une énorme pile de bois, dernier amas de débris restant du chantier et de l'ancien quartier, et invoque l'esprit de Baltard, dont le fantôme, nous racontera le plus éméché d'entre eux, aurait juré que plus jamais un maître d'oeuvre digne de ce nom ne pourrait trouver à s'exprimer sur le site. La suite donne un crédit relatif à ce rêve.

Après la mort de Pompidou, le 2 avril 1974, Giscard d'Estaing, à peine élu président, remet l'affaire à plat, établissant le dogmatique partage de l'espace entre un "jardin" qui remplacera le World Trade Center et "un geste architectural monumental" censé "ne pas se voir", rappelle Nouvel. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, annonce dès septembre que le Catalan Ricardo Bofill, 34 ans, a reçu carte blanche. La créativité de cet architecte est reconnue, même si elle commence à se faner aux yeux de la génération montante des concepteurs français, dont Nouvel, cofondateur du Syndicat de l'architecture, est l'un des leaders.

Quand Jacques Chirac enlève la Mairie de Paris en 1977, la construction du "château" de Bofill en est au premier étage. Chirac se trouve avoir pour prédécesseur Jules Ferry, maire de 1870 à 1871, qui a été le plus cruel pourfendeur d'Hausmann, et avec qui s'arrêta - provisoirement - la construction des deux derniers pavillons de Baltard.

La première décision du nouveau maire est d'arrêter le projet Bofill et de faire raser ses infrastructures ; "L'architecte en chef des Halles, c'est moi", proclame M. Chirac. Tandis que la RATP et la SNCF parachèvent leur travail de taupe, un concours est lancé pour relier le réseau souterrain au sol toujours vierge de feu les Halles, par un ensemble commercial sans équivalent en Europe, gagné par les architectes Vasconi et Pen Crach en 1975 et inauguré en 1979.

Restait à savoir quoi construire en surface. En 1977, le Syndicat de l'architecture est à l'origine de la consultation pour l'aménagement des Halles (ACIH), avec l'idée "peut-être un peu naïve", dit Nouvel, qu'un jury prestigieux pourrait convaincre la ville. "Nous avons reçu près de 700 réponses au concours, dont beaucoup de noms importants. On voulait donner le choix au maire entre six ou sept projets forts et crédibles, afin qu'il puisse décider sans perdre la face. Nous n'en avons pas conscience, mais c'étaient des projets qui s'inscrivaient déjà dans

l'idée d'une réflexion urbaine. Alain Gillot, président de l'ordre des architectes et proche du RPR, nous avait d'abord soutenus. Mais finalement Chirac a confirmé le projet de l'APUR. C'est ainsi qu'on va hériter en surface des projets Ducharme, Marot, et enfin Willerwal dont les pavillons mal fichus ont pris le surnom de parapluies. C'était une étonnante tentative de concilier un pastiche parisien avec les marques de la modernité telle qu'elle se pratiquait alors. C'était, déjà, un vocabulaire de désengagement. Un projet dans l'air du temps, très loin de l'hypothèse culturelle."

Près de trente ans plus tard, le 15 décembre 2004, après de longues hésitations, le projet de l'architecte David Mangin est lauréat du concours pour le réaménagement du quartier des Halles. L'équipe de Jean Nouvel et celles des Hollandais Winnie Maas et Rem Koolhaas sont évincées. Dans des conditions somme toute assez proches de celles des années 1970.

Frédéric Edelmann

Article paru dans l'édition du 29.08.06

Verbatim

"Un acte de vandalisme"

L'affaire des Halles n'a pas seulement pris les proportions d'un scandale international. Elle est devenue une affaire politique, une affaire d'Etat : il n'y a pas de jour que l'on ne voie un leader de l'opposition, des groupes de syndicalistes ou d'élus, des associations d'usagers, prendre position en faveur de la sauvegarde des pavillons de Baltard. (...) Fait unique dans l'histoire de l'urbanisme : depuis que Paris existe, aucun monument n'a provoqué sans doute une telle passion. M. Diebolt (Marcel Diebolt, alors préfet de Paris), malgré ses capacités de sommeil, n'aura de paix en ce monde que lorsqu'il verra les pavillons détruits et leurs éléments envoyés à la ferraille, mais l'opinion dans son ensemble s'oppose avec véhémence au projet officiel. (...) Cette véhémence, cette passion, le gouvernement a feint de s'en étonner, et un député de la majorité, M. Krieg, manifestait dans un récent article son impatience à l'égard des "pavillons de Baltard, que certains voudraient aujourd'hui sauver coûte que coûte (et l'expression trouve ici sa pleine signification), alors qu'il y a encore peu d'années personnes n'y prêtait la moindre attention". Cela est inexact. (...) Je ne pense pas qu'il y ait aujourd'hui dans le monde entier un architecte, un ingénieur, un homme normalement sensible et cultivé qui ne considère la destruction de la basilique de Baltard comme une sottise et comme un crime, comme un acte de vandalisme inspiré par les moins recommandables considérations économiques. (...)"

André Fermigier dans Le Nouvel Observateur, 12 juillet 1971. Texte réédité dans La Bataille de Paris. Des Halles à la Pyramide, chroniques d'urbanisme, d'André Fermigier, Gallimard, "Le Débat", 1991.